

Les compétences en lecture des petits Français baissent encore

Voilà une nouvelle enquête internationale qui va flanquer le mouton aux enseignants et donner au ministre de l'Éducation matière à critiquer ses prédécesseurs. Ce mardi matin, sont dévoilés les résultats de l'enquête Pirls (pour "Progress in International Reading Literacy Study"), menée tous les cinq ans dans une cinquantaine de pays, sur des élèves ayant suivi quatre années de scolarité obligatoire (soit le CM1 en France).

En France, on connaît surtout l'enquête Pisa, menée par l'OCDE, qui évalue le niveau des élèves en compréhension de l'écrit, mathématiques et culture scientifique. Il en existe d'autres, notamment Timss et Pirls, pilotées par l'Association internationale pour l'évaluation de l'efficacité dans le domaine scolaire (IEA), une association non gouvernementale qui regroupe une cinquantaine de pays et territoires.

Les tests Pirls, passés par 320 000 écoliers au total, évaluent leurs capacités à comprendre des textes littéraires ou purement informatifs.

Résultat pour la session 2016 : les compétences en lecture et compréhension des CM1 français sont en baisse par rapport au début des années 2000. La France et les Pays-Bas sont les deux seuls pays à afficher un déclin de leurs scores depuis quinze ans... Avec un score de 511 points, la France se maintient tout de même au-dessus de la barre des 500 points, fixée en 2001 comme étant alors la moyenne des performances des pays participants. La Russie, Singapour, Hong Kong, l'Irlande et la Finlande sont les pays les plus performants, tandis que le Maroc, l'Égypte et l'Afrique du Sud ferment la marche.

La dernière enquête, publiée en 2012, n'était déjà pas glorieuse pour la France. Avec un score de 520 points, les petits Français étaient très loin derrière les quatre du peloton de tête : Hong Kong (571 points), la Russie (568), la Finlande (568) et Singapour (567). La dernière enquête, réalisée en 2011, avait donc évalué des élèves ayant suivi les programmes introduits en 2008 et passés à la semaine des quatre jours - deux réformes de l'ère Sarkozy. Publiée en décembre 2012, le ministre Vincent Peillon avait alors fustigé les politiques menées par la droite. Il y a fort à parier que Jean-Michel Blanquer fasse pareil, avec les réformes de ses prédécesseurs. Le ministre tient une conférence de presse pour commenter les résultats ce mardi en fin de matinée.

par Marie Piquemal - avec AFP
(Libération - mardi 5 décembre 2017)

<http://www.liberation.fr>

Niveau de lecture des écoliers : ce qui doit changer

*Selon une étude parue ce mardi matin, en matière de lecture,
les écoliers français sont très mal classés par rapport
à leurs petits voisins européens.*

Politiquement, il sera difficile de passer la patate chaude à son voisin : le niveau de performance des écoliers observée par les études internationales chute depuis le début des années 2000. Pendant cette période, le bureau de la Rue de Grenelle a vu passer exactement onze ministres de l'Éducation nationale, six classés à droite et cinq à gauche. L'accumulation de leurs réformes, parfois contradictoires, n'a pas permis d'inverser la courbe de l'échec.

Alors, que faire ? A cette question, les experts sont nombreux à pointer la formation des professeurs, squelettique en France, en comparaison des pays qui réussissent mieux.

.../...

.../...

La formation des enseignants

Actuellement, les maîtres et maîtresses n'ont à leur disposition que des documents et vidéoconférences en ligne pour mettre à jour leur pédagogie. Or, certains, contractuels ou recrutés à une époque où la formation avait été supprimée, partent de zéro. D'une académie à l'autre, le concours de professeur des écoles ne sélectionne pas au même niveau d'exigence parce que le nombre de candidats au métier (payé 1 800 € par mois en début de carrière) varie fortement selon les territoires.

Plus étonnant encore, les écoles supérieures du professorat (Espé) ne donnent pas toutes les mêmes armes aux futurs maîtres pour apprendre aux enfants à lire et à écrire. "Chaque université fait un peu selon le spécialiste qu'elle a sous la main : si elle n'a qu'un expert de Balzac, eh bien, c'est lui qui se chargera du cours sur la lecture en CP !" raconte un ancien membre de la Direction générale de l'enseignement scolaire, qui estime qu'au moment de leur mise en place, "seulement trois Espé sur soixante répondaient au cahier des charges", fixé par le ministère pour ce qui concerne la lecture au primaire.

Les pratiques en classe.

"Bien sûr que les pratiques en classe sont en cause", affirme Roland Goigoux, professeur à l'université de Clermont-Ferrand et auteur d'une vaste étude sur la lecture et l'écriture à l'école. "Ce n'est pas sur le BA-ba que les écoliers butent : ils savent bien déchiffrer les mots, mais ils comprennent mal ce qu'ils lisent", poursuit le chercheur, qui pointe, comme de nombreux autres experts, "un énorme problème de vocabulaire" chez les jeunes enfants. Selon le linguiste Alain Bentolila, les enfants les moins avancés n'appréhendent le monde qu'avec 220 mots à l'entrée au CP, contre 1 200 en moyenne pour les autres écoliers.

En maternelle, les experts recommandent de mettre le paquet sur la conversation, la lecture et la discussion en classe autour de textes littéraires, en expliquant les mots inconnus, pour augmenter le "dictionnaire intérieur" des petits. Une manière d'éviter qu'une fois au CP certains ne comprennent pas le sens de ce qu'ils décryptent, comme s'ils lisaient une langue étrangère. A la maison ou en classe, "il faut lire, mais pas n'importe comment, précise Sylvain Connac, chercheur à l'université Paul-Valéry de Montpellier (Hérault). Une simple lecture à haute voix "offerte" par la maîtresse, comme on le voit souvent, ne sert à rien. Il faut travailler avec les élèves sur le sens. "Par exemple en demandant aux élèves de commenter l'histoire lue ou, dès le plus jeune âge, de décrire les images qu'ils voient sur les albums et d'en tirer des conclusions.

L'aide aux enfants les plus en difficulté. La Finlande, très souvent citée en exemple en matière éducative, a fait de la "personnalisation" de l'enseignement sa marque de fabrique, "et on aurait tout ce qu'il faut en France pour y arriver aussi, à condition de le vouloir", enrage encore Sylvain Connac. Son idée ? Faire davantage travailler et s'aider les enfants entre eux pour que tous progressent ensemble, "plutôt que de faire du soutien à part pour certains, qu'on va étiqueter comme étant en difficulté, en leur faisant perdre toute confiance en eux", explique le chercheur.

Mais face à des élèves de niveaux très différents, en situation de handicap ou connaissant des troubles particuliers, "il faut aussi des enseignants spécialisés pour aider le maître", plaide Francette Popineau, la porte-parole du principal syndicat du premier degré, le Snuipp.

Et de souligner : "En quinze ans, la société a beaucoup changé. L'école, pas assez."

par Christel Brigaudeau

(Le Parisien - mardi 5 décembre 2017)

<http://www.leparisien.fr>

.../...

.../...

Les bonnes recettes de nos voisins

Comment, à l'étranger, d'autres pays ont fait de leurs enfants des lecteurs ?

Souvent citée comme un modèle, au regard de ses très bons résultats dans l'apprentissage de la lecture, la Finlande privilégie la méthode syllabique. Ainsi, les élèves commencent par apprendre l'alphabet, puis à associer les lettres entre elles afin de former des syllabes, puis des mots. L'école obligatoire y commence à 7 ans, mais la grande majorité des familles choisissent de faire suivre un CP optionnel dès 6 ans à leur enfant. Un élève qui n'est pas prêt à l'apprentissage de la lecture peut être maintenu en jardin d'enfants jusqu'à 8 ans. Notons que ce pays a un taux d'encadrement exceptionnel.

Cette méthode dite syllabique a également été adoptée au Royaume-Uni, et est majoritairement utilisée en Allemagne. Les établissements scolaires et les enseignants y bénéficient toutefois d'une grande autonomie, dans ce territoire fortement décentralisé.

Du coup, certains préfèrent la méthode naturelle. Cette méthode part du principe que l'enfant apprend à lire à son rythme, avec son vocabulaire et donc son vécu. Concrètement, les écoliers proposent des phrases que l'enseignant inscrit au tableau, puis tout un travail de mémorisation est effectué grâce à de nombreux exercices. Les élèves vont ainsi, sans en avoir conscience, mémoriser certains assemblages de mots qu'ils pourront reproduire par la suite.

C'est le cas aussi au Japon où l'apprentissage de la lecture repose sur une grande part de mémorisation. Les enfants apprennent ainsi en répétant et en recopiant.

par Christine Mateus

(Le Parisien – mardi 5 décembre 2017)

<http://www.leparisien.fr>

Lecture : pas de contre-sens, monsieur le ministre !

*Selon les résultats de "PIRLS",
les élèves français de CM1 ne sont pas mal placés dans la comparaison
internationale pour les deux premiers niveaux de compréhension en lecture
(et donc pour les apprentissages premiers), mais médiocres et en déclin
pour les deux niveaux les plus élevés.*

Les résultats de l'enquête PIRLS (Progress in International Reading Literacy Study) viennent de paraître. L'enquête a été menée au printemps 2016, c'est à dire auprès d'élèves dont le cursus scolaire a été régi pour l'essentiel par les programmes de 2008 (les "nouveaux programmes" ayant commencé à être mis en application à la rentrée scolaire 2015) ; des programmes élaborés sous le ministère de Xavier Darcos fin 2008 , et "mis en musique" aussi sous le ministère de Luc Chatel (et de son DGESCO Jean-Michel Blanquer).

PIRLS est composé d'une série de textes (des récits littéraires et des écrits "informatifs") accompagnés de questions présentant quatre niveaux de difficultés . Niveau 1 : restitution des faits ; niveau 2 : analyse de rapports de cause à effet ; niveau 3 : mise au jour d'informations présentes implicitement dans le texte ; niveau 4 : analyse critique des intentions de l'auteur.

Les élèves français sont en difficulté sur les questions complexes de niveaux 3 et 4. En quinze ans, le score sur ces questions a ainsi reculé de 523 points à 501, tandis qu'il baissait beaucoup plus modérément sur les compétences 1 et 2, passant de 529 à 521.

Nous sommes donc passés largement sous la moyenne des pays comparables au nôtre (une moyenne de l'ordre de 520 points) pour les niveaux élevés de compréhension de lecture ; mais nous sommes honorablement placés pour les deux premiers niveaux (ce qui montre que nos élèves savent " lire " au sens de " décoder " simplement les textes).

Alors, on peut espérer que l'on nous épargnera les sempiternelles débats sur les apprentissages premiers (lesquels offrent certes la possibilité d'engranger facilement des bénéfices politique sur une base "populiste" de fait) afin de porter l'attention sur ce qui nous plombe en réalité par rapport à beaucoup d'autres pays. Comment progresser aux niveaux 3 et 4 de compréhension de l'écrit ? That is the question ! Quel va être le choix du ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer : focaliser de façon responsable sur cette question là ; ou mouliner dans tous les sens ?

par Claude Lelièvre
(Médiapart – mardi 5 décembre 2017)

<https://blogs.mediapart.fr>

Comment expliquer ?

[...]

La baisse résulte de l'augmentation des élèves très faibles qui a aussi été reconnue par les enquêtes Cedre du ministère. Cèdre montrait déjà qu'en fin de CM2, 40% des élèves n'atteignent pas les objectifs attendus en lecture. La chute ne porte pas sur le décodage mais sur la compréhension. Les jeunes français savent prélever des informations dans un texte mais ne savent pas en tirer des inférences pour comprendre les textes. Ils ont du mal à argumenter et à s'exprimer.

Des facteurs scolaires

Ces élèves de CM1 de 2016 ont fait leur scolarité avec les programmes de 2008 en maternelle et à l'école. Les nouveaux programmes ne sont entrés en application qu'en 2015 en maternelle et en 2016 à l'école.

Les élèves ne manquent pas d'heures de cours en lecture et en français en général. L'école primaire français est la championne européenne en ce qui concerne le temps dévolu à la lecture.

PIRLS met en évidence d'autres facteurs. Par exemple le faible niveau de formation des enseignants français en lecture du fait de la grande faiblesse de la formation continue. Les professeurs français sont deux fois moins nombreux à avoir suivi une formation récente que leurs collègues européens.

La taille des classes est aussi un élément à souligner, la France compte des classes nettement plus chargées que les autres systèmes d'enseignement.

... et non scolaires

Mais le faible niveau en lecture est surtout corrélé à la situation sociale. Ainsi les écoles privées ont de meilleurs résultats que les publiques, les écoles prioritaires que les hors éducation prioritaire.

Le système éducatif fuit par le bas. C'est vrai pour l'école et aussi pour le collège (d'après PISA). C'est en éducation prioritaire que l'on trouve le plus de professeurs contractuels et de nouveaux enseignants, que les problèmes de remplacement et d'AVS sont les plus criants. C'est là aussi où se ressentent le plus le développement de la misère. La France compte près de 3 millions d'enfants pauvres.

.../...

.../...

La réponse à apporter est sans doute dans la formation continue des enseignants. Mais elle est aussi dans une refonte du système éducatif. Il est grand temps de mettre des moyens dans les écoles des quartiers. Mais aussi dans l'encadrement social, médical et économique des familles des quartiers. Ce que nous renvoie PIRLS ce n'est pas qu'un problème scolaire.

par François Jarraud
(Café pédagogique – mardi 5 décembre 2017)

<http://www.cafepedagogique.net>

Blanquer trop fan des neurosciences ?

Le ministre vient de créer un conseil scientifique de l'Éducation nationale, confié à un ponte de la psychologie cognitive. Une démarche qui inquiète les chercheurs et le principal syndicat des enseignants du primaire.

Le principal syndicat des enseignants du primaire (Snuipp), soutenu par une soixantaine de chercheurs en éducation, lance un appel solennel ce lundi : "L'école a besoin de toute la recherche."

Pour comprendre le sens de cet appel et ce qui se joue derrière, quelques sous-titres s'imposent. Vendredi, en déplacement à Toulouse, le ministre Jean-Michel Blanquer a annoncé la création d'un conseil scientifique de l'Éducation nationale qui "pourra être saisi sur tous les sujets ayant trait aux politiques publiques, comme l'intelligence artificielle par exemple", rapporte *La Dépêche du Midi*. A la tête de ce conseil scientifique : Stanislas Dehaene, professeur au Collège de France, titulaire de la chaire en psychologie cognitive expérimentale. Spécialiste du cerveau, il étudie la façon dont cet organe fonctionne, notamment au moment des apprentissages. Dans l'un de ses livres, *les Neurones de la lecture*, il explique comment notre cerveau de primate apprend à lire. "Cette nomination marque une nouvelle fois la prédominance des neurosciences dans l'approche gouvernementale de l'école", pointe le Snuipp, avec inquiétude.

Recherche permanente de la martingale

Le syndicat craint que les neurosciences s'imposent au détriment des autres disciplines et notamment la recherche en sciences humaines. Les neurosciences sont en effet l'un des dadas de Jean-Michel Blanquer, qui croit dur comme fer à l'apport des sciences pour résoudre les maux de l'école. "On sait aujourd'hui des choses sur le cerveau humain que l'on ne savait pas il y a seulement vingt ou trente ans, et qui doivent influencer notre manière d'enseigner et donc de former les professeurs. [...] Les neurosciences permettent de mieux comprendre les étapes du développement cognitif sans être un nouveau dogme commandant de tout saisir et tout déterminer", écrivait-il en introduction dans son livre *l'École de demain*, paru l'année dernière. C'est d'ailleurs Jean-Michel Blanquer, du temps où il dirigeait l'administration centrale de l'Éducation nationale (la Dgesc), qui avait permis à la très médiatique Céline Alvarez de mener son expérience basée sur les neurosciences dans une école maternelle, qu'elle raconte dans son best-seller *les Lois naturelles de l'enfant*.

"Blanquer incarne une approche scientifique de l'éducation, à la recherche permanente de la martingale. Comme s'il existait quelque part une bonne façon d'enseigner qui résoudrait tous les problèmes. Ce n'est pas le cas ! Il n'existe pas un remède mais des façons de faire différentes, résume pour *Libération* un fin connaisseur du système

.../...

.../...

éducatif, préférant rester anonyme. Blanquer se dit favorable à une plus grande marge d'autonomie mais en réalité, son idée est d'imposer partout la méthode efficace, comme si une seule façon d'enseigner pouvait suffire à tous." Dans son appel, le Snuipp réclame qu' "aucune recherche ne soit instrumentalisée. La formation des enseignants doit prendre sa source dans tous les travaux si l'on veut déjouer les inégalités".

par Marie Piquemal
(Libération – lundi 27 novembre 2017)

<http://www.liberation.fr>

Une dictée par jour : la formule Blanquer pour remonter le niveau

Une enquête vient de montrer que les élèves français de CM1 sont désormais nettement distancés par rapport à la moyenne des pays de l'UE.

Mardi, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer a annoncé qu'il voulait mettre en place une dictée quotidienne, étendre les évaluations des élèves ou encore promouvoir certains manuels, après les résultats "préoccupants" d'une étude sur le niveau en lecture des élèves français. Cette enquête Pirls, réalisée tous les cinq ans depuis 2001 dans 50 pays, montre qu'avec un résultat de 511 points, contre 520 en 2011, les CM1 sont désormais nettement distancés par rapport à la moyenne des pays de l'Union européenne (540). Depuis 2001, le score de la France a baissé de 14 points, alors que le score moyen des 24 pays européens qui ont participé à Pirls a progressé de 6 points. L'étude souligne aussi que la capacité des élèves français à s'approprier et à accéder au sens d'un texte long est beaucoup trop faible. "Ces résultats sont insatisfaisants et préoccupants", a commenté le ministre de l'Éducation nationale lors d'une conférence de presse, jugeant qu'ils n'étaient "pas dignes de notre pays".

Plusieurs mesures annoncées

Pour faire remonter le niveau de lecture des élèves français, il a annoncé plusieurs mesures, comme de nouvelles évaluations au milieu du CP et en début de CE1 à la rentrée 2018. "Ces tests seront légers et faciles à faire passer", a promis le ministre. À la rentrée 2017, le gouvernement avait déjà instauré des évaluations en début de CP et de sixième, critiquées par les syndicats sur la forme et le principe. "La dictée quotidienne doit devenir une réalité dans nos écoles primaires", a aussi indiqué le ministre, un engagement qu'avait déjà pris sa prédécesseur, la socialiste Najat Vallaud-Belkacem. Jean-Michel Blanquer souhaite aussi s'appuyer sur le Conseil scientifique, qu'il vient de créer, pour aider les professeurs à bien choisir leurs manuels scolaires. "Tous les manuels ne se valent pas, des études ont prouvé que certains sont plus efficaces que d'autres", a-t-il plaidé. Le ministre a par ailleurs rappelé les mesures déjà engagées pour améliorer "la maîtrise des savoirs fondamentaux" comme le dédoublement des classes de CP dans les quartiers défavorisés, qui doit s'étendre aux CE1 d'ici à 2019. Il a promis un plan de formation en lecture pour les professeurs des écoles, une "grande conférence" en mars sur l'école maternelle. Il a aussi annoncé le développement de stages de soutien pendant les vacances, notamment en CM2.

(AFP – mardi 5 décembre 2017)

<https://www.afp.com>

.../...

.../...

Dictée quotidienne : des effets limités sur la compréhension des textes

Le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, a annoncé ce mardi que les élèves de primaire auront désormais une dictée quotidienne, à l'école. Une mesure que les syndicats d'enseignants et les parents d'élèves accueillent avec prudence.

La dictée va devenir un exercice quotidien pour les écoliers. Le ministre de l'Education nationale l'a annoncé ce mardi matin, au cours d'une conférence de presse consacrée à la maîtrise du français: les élèves du CP au CM2 plancheront désormais tous les jours sur un exercice de dictée.

"La grammaire de phrase doit retrouver sa pratique régulière dans l'enseignement primaire. Le vocabulaire c'est la richesse du vocabulaire. L'orthographe c'est le résultat de cela, avec la dictée quotidienne. C'est une mesure qui avait été promise par ma prédécesseure, je l'accomplirai. La dictée quotidienne doit devenir une réalité", a ainsi déclaré Jean-Michel Blanquer, face à la presse.

"La dictée est toujours pratiquée"

Comme l'a souligné lui-même le ministre, l'annonce ne constitue pas vraiment une nouveauté. En septembre 2015, la ministre de l'Education d'alors, Najat Vallaud-Belkacem, avait déjà évoqué cette idée dans une tribune publiée dans le quotidien Le Monde, titrée "Oui aux dictées quotidiennes à l'école". "La pratique répétée de la lecture et de l'écriture, la discipline exigée par des dictées quotidiennes, sont indispensables", écrivait-elle.

A l'époque, l'annonce avait été accueillie plutôt froidement par les syndicats enseignants, qui s'étaient montrés perplexes. Deux ans après, l'accueil réservé à cette mesure ne semble pas être très différent.

Interrogée sur BFMTV sur le bien fondé de cette idée de dictée quotidienne, Francette Popineau, co-secrétaire générale et porte-parole du SNUIPP-FSU, premier syndicat dans le primaire, rappelle qu'il s'agit d'une "idée récurrente", et finalement peu novatrice. "On aurait espéré dans le volontarisme pédagogique affiché par le ministère, des orientations un petit peu plus novatrices. On laisse toujours entendre, comme on le fait du calcul mental, que la dictée aurait été abandonnée. Or la dictée est toujours pratiquée", rappelle-t-elle.

Un problème de formation

Pour Francette Popineau, étant donné l'échec constaté malgré le nombre important d'heures consacrées à la lecture et à l'apprentissage de la langue française, la problématique ne vient pas de là. "Je crois que l'accent doit être mis sur la formation", estime-t-elle ainsi.

"Sous la présidence Sarkozy, on a décidé que l'enseignement était un métier qui ne s'apprenait pas. On a donc des collègues qui ont démarré avec un handicap puisqu'ils n'étaient pas formés. Il y a un retard en termes de formation initiale, et un en termes de formation continue. Il faut mettre l'accent là-dessus", insiste Francette Popineau.

Un avis partagé par Liliana Moyano, présidente de la FCPE, l'une des deux principales fédérations de parents d'élèves. "Nous pensons qu'avant tout il faut travailler sur la question de la formation des enseignants, qui n'est pas à la hauteur des enjeux. Il faut donc travailler sur la pédagogie d'une part, et d'autre part donner plus de temps aux élèves, développer un accompagnement personnalisé, pour arriver à les faire sortir des difficultés passagères qu'ils peuvent rencontrer", juge-t-elle, au micro de BFMTV.

.../...

.../...

Une compréhension et une interprétation nécessaires

Mais au-delà du simple exercice de dictée, il est nécessaire de travailler sur la bonne compréhension des mots, chez les élèves. C'est ce qu'avance Francette Popineau pour qui les notions acquises lors des dictées et des cours d'écriture doivent être enseignées dans le sens de cette compréhension.

"Les enfants savent déchiffrer, mais ils ont des difficultés à comprendre des textes complexes. Il ne faut pas se contenter d'apprendre des petits sons détachés, mais il faut au contraire travailler immédiatement le sens", explique-t-elle.

Pour le linguiste Alain Bentolila, l'idée d'une dictée quotidienne est une mesure "secondaire". "L'important n'est pas simplement la dictée quotidienne. Pourquoi pas en faire une, cela améliorera peut-être l'orthographe, un petit peu le vocabulaire", estime le spécialiste, rappelant que les élèves ne savent pas interpréter, et prendre de la distance par rapport à un texte.

"Cela veut dire être incapable de critique et d'interprétation", martèle Alain Bentolila, pour qui il s'agit là de l'enjeu principal, afin que les enfants puissent développer leur esprit critique.

(BFMTV - mardi 5 décembre 2017)

<http://www.bfmtv.com>

Roland Goigoux : "Il faut un plan d'enseignement explicite de la compréhension en lecture"

Roland Goigoux est l'auteur d'une étude de référence sur l'enseignement de la lecture. C'est aussi le co auteur de Narramus, un dispositif qui permet de travailler la compréhension en maternelle. Expert reconnu, il est donc particulièrement intéressé par l'étude Pirls. Il nous fait bénéficier de son analyse.

Les résultats de Pirls 2016 sont-ils surprenants ?

L'étude Cèdre parlait de stabilité. Mais Pirls montre une légère régression dans un paysage où on n'est pas bien classé. Ce n'est pas vraiment surprenant car au fond rien n'a changé depuis les Pirls précédents. Les politiques qui se sont succédées pour la lecture n'ont pas mis l'accent sur ce qui est évalué dans Pirls, la compréhension autonome de texte en profondeur.

On a commis deux erreurs. D'abord focaliser la question de la lecture sur le CP. Puis focaliser le travail du maître sur la maîtrise de la langue, l'orthographe la grammaire, la conjugaison. On considère toujours qu'une fois que l'on sait déchiffrer la pratique de la lecture suffit pour avoir des compétences en lecture. Mais si l'on veut que notre école progresse il faut un plan d'enseignement explicite de la compréhension en lecture en mettant l'accent sur le cours élémentaire et le cours moyen. On ne peut pas analyser Pirls et conclure en disant qu'on doit renforcer l'orthographe, la grammaire en CP. Cette réponse n'est pas à la mesure du problème.

Dans Pirls ce qui caractérise la France c'est le décrochage entre la compréhension explicite du texte et la compréhension implicite, fine. Ce n'est pas un problème de déchiffrage. Mais, par exemple, de comprendre ce que le texte ne dit pas et qui doit être déduit.

.../...

.../...

Il faut donc apprendre à travailler les relations causales dans un texte, les états mentaux des personnages ou les intentions des auteurs : sur ce point par exemple la France est le pays qui accorde le moins d'importance à interroger sur ce que l'auteur veut dire. Tout cela relève de l'enseignement explicite de la compréhension.

On a des outils pour ce travail comme Lectorino et Lectorinette, Lector et Lectrix, ou encore les outils conçus par M Bianco. Mais ils sont mal diffusés et Pirls le confirme : 75% des enseignants français n'ont pas eu de vraie formation sur la lecture lors des deux dernières années. C'est un vrai trou dans notre politique d'enseignement de la lecture.

Il faut bien comprendre que la compréhension est une affaire longue qui va de 4 à 11 ans. Or il y a peu d'heures consacrées à la lecture entre le ce 2 et le cm1.

D'ailleurs quand je montre à des professeurs des écoles de cours moyen les épreuves de Pirls ils sont surpris et me disent : "je ne leur apprend pas cela". Les résultats de Pirls ne doivent donc pas nous surprendre.

Le ministre a annoncé son intention de labelliser les manuels scolaires. Et pour cela de se baser sur l'étude de Deauvieu. Qu'en pensez vous ?

Sur le plan scientifique l'étude de Deauvieu n'est pas valide car elle ne correspond à aucun critère scientifique. Par exemple elle ne comprend pas de pré test. Elle n'a d'ailleurs pas été publiée dans une revue scientifique. Laisser croire que cette étude est scientifique c'est se discréditer auprès de la recherche.

*propos recueillis par François Jarraud
(Le Café pédagogique - mercredi 6 décembre 2017)*

<http://www.cafepedagogique.net>

Les syndicats unanimes contre le programme ministériel

Condamné déjà par Francette Popineau et Stéphane Crochet, respectivement secrétaires généraux du Snuipp et du Se-Unsa, dans L'Expresso du 6 décembre, le programme de JM Blanquer, en réponse aux difficultés en lecture des écoliers révélées par l'étude PIRLS, est étrillé par les syndicats d'enseignants.

Du Sgen à la Cgt et du Snuipp au Se-Unsa, les syndicats soulignent l'écart entre les décisions ministérielles et les difficultés en lecture.

"Jean-Michel Blanquer fait un diagnostic qui passe totalement à côté des enjeux", écrit le Snuipp. "Pour remédier aux difficultés de compréhension en lecture, les propositions qui consistent à préconiser une dictée quotidienne, de la lecture à haute voix, à suggérer une kyrielle d'évaluations, à imposer une méthode ou un manuel "magique" et neuf heures de formation annuelles consacrées à la lecture ne répondent en rien au défi posé... Il est plus que temps d'investir massivement dans l'école, à la même hauteur que les pays comparables qui réussissent mieux que nous".

"Le ministre est à contre-courant des attentes des professionnels de l'éducation", relève le Se-Unsa qui parle d'un plan "à contresens". "Il passe à côté de l'occasion de mobiliser l'ensemble de la communauté éducative pour relever le défi majeur de la maîtrise de la langue et de l'accès de tous à une compréhension autonome de l'écrit".

"Les recommandations faites en mars 2016 par le CNESECO, les réflexions, formations et outils pour alimenter la réflexion pédagogiques des équipes par l'Institut Française de l'Éducation (IFE), les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE), les centres académiques de ressources pour la maîtrise de la langue semblent oubliés",

relève le Sgen. "Alors qu'on devrait au contraire construire les dispositifs pour permettre au plus grand nombre de collègues de les approprier et ainsi de faire évoluer le travail qu'ils et elles mènent avec les élèves que ce soit dans la classe et dans les dispositifs utiles en complément".

.../...

.../...

La CGT éducation annonce déjà son intention de s'opposer à certaines annonces du ministre. "Le goût du ministre pour les neurosciences, au détriment de la diversité pédagogique, ainsi que sa volonté d'imposer des méthodes pédagogiques inquiètent les personnels et notre organisation. Il va imposer aux professionnel·les de l'enseignement des méthodes pédagogiques basées sur les seules approches scientistes, mais aussi un strict encadrement de leur travail et imposer, par exemple, des programmations annuelles dans le premier degré. L'ensemble des mesures avancées par le ministre indiquent clairement une très grande restriction des libertés pédagogiques des personnels enseignants et la CGT Educ'action s'y opposera".

(Le Café pédagogique – jeudi 7 décembre 2017)

<http://www.cafepedagogique.net>